

Les plans du cabinet liberal

Le Maine

M. Tarte, s'exprimant à un reporter du "Free Press", d'Ottawa, dit :

" Il est temps que nous mettions un terme aux subventions du port de Portland et de tous autres ports américains. Les ports canadiens méritent mieux de notre gouvernement que ce qu'ils ont reçu dans les années passées. Où est l'encouragement qui devrait être donné pour stimuler nos ports d'hiver ? Il ne se trouve pas dans le paiement de subsides aux lignes de Portland et de Boston. Ces lignes nous font concurrence et si le commerce canadien doit faire progresser les cités américaines, nos propres villes présenteront un pauvre aspect. Que plutôt nos ports, comme celui de Saint-Jean, ait une subvention aussi large que possible. "

Nous-mêmes, nous écrivions la semaine dernière dans "l'Avenir du Nord" :

" Portland serait notre port d'hiver le mieux situé, si le Maine nous appartenait, si Portland était en territoire canadien. Mais puisque Portland n'est pas à nous, n'y songeons point, et voyons, comme le dit si bien la "Patrie", à nous créer des ports sur nos côtes, à les outiller, à les favoriser à l'exclusion des ports étrangers. Et pour cela retirons nos subventions aux compagnies transatlantiques dont le point terminus est aux Etats-Unis, pour les donner à des compagnies essentiellement canadiennes. Cela n'est point de l'égoïsme. Agir ainsi c'est faire preuve d'intelligence et de patriotisme. Et n'est-ce pas une criminelle folie que de prendre notre argent, qui devrait servir à développer notre pays, pour sustenter des étrangers qui passent à notre barbe, et qui, n'ayant que peu d'intérêt dans le pays, n'ont qu'un souci : lui soutirer tout ce qu'ils pourront. "

" Un gouvernement a le devoir de mettre à profit les avantages naturels du pays sur lequel il est établi, et le gouvernement actuel, c'est notre espoir, ne faillira pas à la

tâche. Il nous fait plaisir de le dire : les grandes lignes de sa politique commencent à se dessiner, et nous entrevoyons par les projets qu'il met à l'étude une saine politique éminemment nationale : Le Canada pour les Canadiens, telle est la devise du Cabinet Laurier. "

La " Presse " qui a lu comme nous l'interview de M. Tarte, parle de plan insensé. Nous ne comprenons point encore. Mais si la " Presse " veut dire que nous devons continuer à donner notre argent aux américains qui nous cherchent noise partout, à propos de tout et de rien, elle ne racolle pas grand partisans.

Au cours de l'article, où, sans le prévoir, nous devons tomber d'accord avec M. le ministre des Travaux publics, quant à l'emploi de nos subventions maritimes, nous avons parlé d'un autre plan insensé qui consisterait à faire entrer dans le Dominion une partie de l'état américain du Maine, celle qui nous sépare presque complètement, à l'est, de nos frères du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle Ecosse. Nous ne nous flattons pas de voir de notre vivant la réalisation de ce rêve, mais nous croyons humblement que cette idée a du bon sens. Nous répétons qu'il serait relativement facile pour le Canada de faire l'acquisition de cette langue de territoire comprise entre la province de Québec, le Nouveau-Brunswick et la 45^e latitude. Notre frontière du sud serait ainsi rectifiée et nous n'éprouverions plus aucune difficulté pour communiquer directement, en quelques heures, de Montréal à la mer. En ce moment, les Etats-Unis cherchent à acheter une terre dans l'océan arctique : ils ont les yeux sur le Groënland, possession danoise, mais ils convoitent la terre de Baffin qui nous appartient. Nous sommes encore en contact avec les Etats-Unis à l'Alaska et au Klondyke. Il serait, croyons-nous, possible d'en venir à une entente avec nos voisins pour faire un échange qui satifierait les deux parties, et faciliterait à notre Gouvernement l'exécution de ses plans concernant le développement de notre commerce maritime. Avec la partie septentrionale du Maine, sise au nord de